

“Si Charles Michel veut le soutien de la N-VA, il sera notre marionnette”

- Jan Jambon annonce que la N-VA votera avec le gouvernement Michel II sur le socio-économique si l'accord de l'été de la “suédoise” est respecté.
- Il met tout de même en garde Charles Michel: il n'y aura pas de cadeau...
- Il revient sur son expérience de plus de quatre ans au top de l'État fédéral

Bart De Wever

“Des élections anticipées”

Favorable. Le président de la N-VA, Bart De Wever, se déclare favorable à des élections législatives anticipées afin de ne pas rendre le pays ingouvernable durant des mois, dans une interview au journal *De Tijd*. “Une demi-année d'arrêt complet et ce feuilleton au Parlement qui ne peut qu'alimenter l'antipolitique, ce n'est démocratiquement pas la meilleure solution. Il faut écouter le peuple. Et je ne pense pas que le peuple veuille voir cela pendant des mois”, explique le président des nationalistes flamands.

Entretien Frédéric Chardon
et Nawal Bensalem

Pendant plus de quatre ans, Jan Jambon a dû arrondir les angles, définir les accommodements qui allaient permettre à la “suédoise” de fonctionner. C'était bien son rôle: celui de vice-Premier ministre. Il l'a accompli avec loyauté. À plusieurs reprises, il a accepté de mettre de côté le programme nationaliste flamand. Mais la N-VA a quitté le gouvernement fédéral avant son terme et Charles Michel a besoin de son appui à la Chambre pour permettre à la jeune Orange bleue (MR/Open VLD/CD&V) de survivre. Ce soutien extérieur aura un prix. Et il sera élevé.

Quitter le gouvernement à cause du Pacte de l'Onu sur les migrations, alors que de nombreux dossiers restaient à terminer, cela en valait-il la peine?

Oui, certainement. Ce qui était sur la table était exactement le contraire de notre ligne en matière de migration. Mais ça ne voulait pas forcément dire que le gouvernement devait tomber.

“Tout ce à quoi nous avons travaillé depuis 2014, si cela est respecté, alors, oui, la N-VA respectera sa parole et votera les mesures socio-économiques avec le gouvernement.”

Il n'est pas tout à fait tombé. Il n'y a pas de Michel II, dit-on au MR. Il s'agirait du même gouvernement. Non, pour moi, le gouvernement Michel I est tombé. C'est Michel II maintenant, et la N-VA n'a plus rien à voir avec cette coalition. Je ne peux plus avoir d'impact au sein du gouvernement.

Mais si, puisque la N-VA peut appuyer le gouvernement depuis l'opposition à la Chambre, au moins sur les dossiers socio-économiques. Charles Michel semble le souhaiter.

Oui, on peut l'appuyer. Mais il faudra négocier avec nous et ça sera à nos conditions. Les vraies discussions n'ont pas encore commencé.

Il est temps, pourtant... Un vote de confiance pourrait être organisé dans les prochains jours.

Il est temps pour Charles Michel, pas pour moi. Moi, je suis complètement à l'aise.

La N-VA a demandé un vote de confiance, mais quelle sera sa position? Confiance, rejet de la confiance, abstention?

À nouveau, cela dépendra des entretiens des prochains jours jusque mardi. Je trouve en tout cas que le gouvernement doit poser la question de la confiance au Parlement. Ce serait raisonnable et respectueux des institutions.

Mais, au-delà du vote de confiance, allez-vous appuyer le gouvernement depuis l'opposition? Et sur quels dossiers?

Si tout ce à quoi nous avons travaillé depuis 2014 est respecté par le nouveau gouvernement, alors, oui, la N-VA respectera aussi sa parole et votera les mesures socio-économiques avec le gouvernement. L'accord de l'été au fédéral, ce n'était pas que le budget 2019: il y avait le jobs deal, la dégressivité des allocations de chômage, etc. Moi, je travaille en confiance avec Charles. S'il me garantit que le package global sera respecté par tous les partenaires du gouvernement, ça passera. À la N-VA, nous sommes des gens raisonnables.

La N-VA va-t-elle mettre également dans la balance l'ouverture à révision d'articles de la Constitution? Cela permettrait une réforme de l'État pour la prochaine législature.

Sur ce point, c'est "silence total" de ma part. Je ne négocie pas par médias interposés. Tout le monde a intérêt à ouvrir ces articles à révision, que l'on soit confédéraliste ou en faveur de la refédéralisation. Tout le monde aura besoin d'une

réforme de l'État.

Mais s'il ne l'obtient pas, le gouvernement sera déstabilisé, il faudra aller chez le Roi, lancer des négociations...

Oui mais, dans une démocratie, quand le plus grand parti de la coalition part, cela change tout. Que Charles tente de trouver une majorité parlementaire avant le vote de confiance, je trouve cela normal. Mais qu'il y ait un vote à la fin. Et qu'il le gagne ou qu'il le perde, on ne pourra en tout cas plus rien lui reprocher.

Et sur la motion de méfiance?

Ça, je ne sais pas. Chaque chose en son temps.

Vous parlez de respect de la démocratie, mais la solution la plus simple n'est-elle pas de convoquer des élections anticipées?

Oui, des élections anticipées seraient dans l'intérêt de Charles Michel. Mais attendons de voir si la confiance est accordée: cela va être difficile mais pas impossible. Charles a toujours eu peur d'être considéré comme la marionnette de la N-VA. Et je peux vous dire la main sur le cœur qu'il ne l'a jamais été. Mais si on reste dans cette situation, s'il veut absolument avoir notre soutien au Parlement pour son gouvernement minoritaire, alors il deviendra la marionnette de la N-VA. Dans l'opposition, les compromis ne nous intéressent plus: nous voulons réaliser notre programme à 100%. S'il négocie un soutien avec la N-VA, il sera notre marionnette. Mais s'il négocie un soutien avec le PS, il sera alors la marionnette du PS.

“La N-VA ne fera pas du Pacte un enjeu majeur de négociations gouvernementales”

Theo Francken, dans *La Libre* de mercredi, annonçait que la N-VA pourrait revenir au pouvoir avec le MR après les élections. Mais qu'il faudrait renoncer au Pacte de l'Onu sur les migrations, cause du départ de la N-VA du gouvernement...

Je comprends ce qu'il veut dire mais affirmer cela aujourd'hui est prématuré. On ne fera pas du Pacte l'enjeu majeur de négociations gouvernementales. Mais, en matière migratoire, Theo a eu les mains liées pendant plusieurs années par ces nombreux textes internationaux et européens. Donc, lors de prochaines négociations gouvernementales, la N-VA réclamera que la Belgique puisse récupérer de la souveraineté en matière migratoire. On verra s'il y a une possibilité de renégocier ou d'adapter ces

règles, en partenariat avec d'autres pays.

Votre position sur le Pacte est donc un peu plus flexible que celle de Theo Francken.

Il est encore jeune, hein... (rires)

À quel moment précis la décision de quitter le gouvernement a-t-elle été prise? Theo Francken parle de samedi dernier.

Quand, jeudi dernier, en séance plénière, on a vu ce déchainement de violence de la part de l'Open VLD et du CD&V contre nous, on s'est dit que c'était fichu... Vendredi, on a eu un conseil ministériel et je

me suis dit, qu'à un moment donné, le feuilleton doit s'arrêter. J'ai donc demandé au Premier ministre d'inscrire le Pacte à l'agenda des discussions. Charles m'a dit que j'avais raison et qu'il allait organiser un "kern" et un Conseil des ministres spécialement sur cette question (ils auront lieu finalement le samedi, NdlR).

Le président du MR, Olivier Chastel, a dit, dès dimanche, qu'un gouvernement avec la N-VA en 2019 ne poserait aucun problème aux libéraux.

J'ai la même analyse. Un problème est survenu sur un dossier particulier dans un contexte donné. Dans un autre contexte, on aurait peut-être pu trouver une solution. La N-VA proposait que la Belgique s'abstienne d'approuver le Pacte. Il y a eu clairement un manque de volonté de l'Open VLD et du CD&V. Charles Michel, au contraire, a laissé le jeu ouvert. Il laissait un espace de négociation, il n'a jamais fermé les portes. Il a vraiment joué le rôle d'un chef de gouvernement qui essayait de faire bouger les lignes de chacun.

Donc, en 2019, une "suédoise" Il est possible?

En théorie, oui. Il faudra voir si un accord peut aboutir après une négociation. Mais cinq ans sans communauté pour la N-VA, c'est long. C'est très long.

En octobre 2014, beaucoup d'observateurs politiques pensaient que la "suédoise" ne tiendrait pas longtemps. Et pourtant... Était-ce votre cas aussi, aviez-vous un doute?

À chaque jour qui passait, j'étais de plus en plus convaincu que ça tiendrait. Mais, au début, avec Onkelinx qui tentait de nous faire passer pour des nazis, là, je craignais que le MR ne puisse pas supporter une telle pression. Elle nous attaquait mais elle visait en fait le MR, évidemment. Nous avons joué le jeu honnêtement durant cette législature, de manière raisonnable. Un accord est un accord. Nous n'avons pas d'agenda caché.

Y avait-il des accords secrets dans la "suédoise"? Un cahier Atoma? Allez, vous pouvez le dire désormais...

Il y a toujours des choses dont on discute entre partenaires mais qui ne sont pas forcément indiquées dans l'accord de gouvernement. Par exemple, on avait parlé du dossier Arco et de la manière de le résoudre. Je ne donne pas plus de détails.

Theo Francken a reconnu avoir fait des erreurs pendant cette législature. Charles Michel a dû le recadrer à plusieurs reprises. Et vous, l'avez-vous également incité à communiquer de manière plus prudente?

Oui. J'ai parfois demandé à Theo de se calmer. Mais j'ai également dit plusieurs fois à Charles qu'il était trop sensible. À un moment donné, Theo ne pouvait plus rien dire, tout posait un problème... Charles était trop susceptible. Il faut laisser une certaine liberté d'expression.

Entre Charles Michel et Bart De Wever, il semble que les relations se sont détériorées. Est-ce juste?

Je peux m'imaginer que d'être toujours accusé d'être dirigé depuis l'hôtel de ville d'Anvers a pu irriter Charles. Cela peut faire mal. Ce n'était pas vrai mais une grande partie de la presse francophone l'a affirmé fréquemment. Mais non, ces dernières semaines, Bart, Charles et moi, nous nous sommes vus et c'était toujours très agréable sur le plan humain malgré les sujets difficiles qui étaient abordés.

Est-ce que vous reprendriez le portefeuille de l'Intérieur dans un futur gouvernement?

Oui, je l'ai toujours dit. Si la N-VA est dans une future majorité, cela m'intéresse beaucoup de reprendre l'Intérieur. Cela m'a passionné.

Au PS, Elio Di Rupo et Paul Magnette ne semblent pas sur la même ligne sur la question de gouverner avec la N-VA...

Je l'ai déjà dit à plusieurs reprises: pour la N-VA, on peut gouverner avec le PS, mais ce sera pour réaliser le confédéralisme. Il est presque impossible de concilier nos points de vue sur les autres matières.

"J'ai parfois demandé à Theo de se calmer. Mais j'ai également dit plusieurs fois à Charles qu'il était trop sensible. Theo ne pouvait plus rien dire..."